

Logiciel libre, malaise dans la société québécoise

Cyrille Béraud.

Intervention donnée à l'Université Laval à Québec le 6 décembre 2011, dans le cadre du cours du Professeur Daniel Pascot, « Logiciel Libre et Sociétés ».

Bonsoir à tous,

J'ai choisi d'intituler mon propos de ce soir : « Logiciel libre, malaise dans la société québécoise ». Ce titre évoque bien sûr le célèbre ouvrage de Sigmund Freud, *Malaise dans la civilisation*. Ce choix n'est pas un hasard, de même que ce n'est pas un hasard si un jour, ici même, j'ai présenté le modèle économique du logiciel libre comme se soutenant du nœud borroméen. Cet étrange objet topologique fait de trois ronds de ficelles, dont chacun, agencé de telle manière, bien qu'aucunement lié l'un à l'autre, permet à l'ensemble de tenir, de faire nœud. Ce nœud borroméen, je l'avais emprunté à un autre psychanalyste, Jacques Lacan. Et si ce soir, pour introduire mon propos, j'évoque le discours de la psychanalyse, c'est que c'est celui qui, en premier, repérait que l'avancée du discours de la Science inaugurerait de profonds bouleversements dans nos sociétés. À la société structurée autour de la fonction de l'exception paternelle, représentée dans nos sociétés par la cellule familiale classique ordonnée par le père, puis le maître d'école, le professeur d'Université, le leader politique et bien d'autres images... le discours de la science impose un ordre nouveau, fait d'experts, fait de managements et de managers, fait d'études statistiques et d'évaluations. Le citoyen et le collectif se retrouvent ainsi, peu à peu, démunis, déboussolés, désorientés devant l'avènement de ce discours qui réduit chaque jour un peu plus notre espace de liberté et qui, chaque jour, nous enferme dans une solitude que la saturation par de nouveaux objets de consommation ne fait qu'exacerber. Le malaise se repère dans tous les champs : la distribution massive et en constante augmentation du Ritalin dans nos écoles est un très bon exemple de cette substitution : le garant symbolique de l'institution n'est plus le maître d'école, mais la molécule chimique. L'éclatement de la cellule familiale classique est un autre bon exemple. Cette évolution mine maintenant l'ordre politique et les institutions publiques et même la souveraineté des états. Ainsi, j'entendais Line Beauchamp, notre ministre de l'éducation, il y a quelques jours à la télévision, déclarer : « Nous ferons ce que les experts nous diront. ». L'éducation, l'économie, la justice, la santé ne sont plus des questions politiques, ce sont des questions d'experts, des questions d'études et d'évaluations, des questions de management.

Le citoyen, représenté par ces institutions démocratiques, n'a plus grand chose à dire. Alors à quoi bon aller voter, à quoi bon s'impliquer, à quoi bon même avoir des institutions ? Où se trouve notre espace collectif et même individuel ? L'éthique... républicaine, si je puis dire, ne fait plus le poids face au discours purement comptable de l'expert et du gestionnaire. Les valeurs s'inclinent devant l'efficace qui rend tous les arrangements possibles.

Et c'est comme cela que j'ai entendu, si vous me permettez cette allusion à l'actualité québécoise récente, c'est dans ce sens que j'ai interprété cette formule de M. Duchesneau, directeur de l'unité anti-collusion, lorsqu'il écrit : « Les choses sont beaucoup plus graves qu'on ne le croit ». Les politiques et l'État, peu à peu, sans même qu'ils s'en soient rendus compte, se sont mis au service de ce nouveau maître. La carrière politique se résume à une question de marketing.

Cette situation, même si je fais allusion à la situation québécoise, est en fait, vous le savez, générale et touche la plupart des pays dans le monde, particulièrement les pays occidentaux. Il s'agit d'une crise mondiale que tous les pays, chacun avec leurs particularités, traversent. De nombreux intellectuels réfléchissent depuis longtemps sur cela et j'en profite pour vous donner la référence de deux articles récents que j'ai trouvés, pour ma part, éclairants.

Le premier, qui est en fait un entretien, dans le journal *le Monde*, de Bertrand Badie, professeur à Sciences Po, est intitulé : « L'histoire moderne de l'homme politique est finie »¹. En passant, je conseille vivement la lecture de ce texte à celles et ceux qui s'interrogent sur la notion de souveraineté. Bertrand Badie, qui est interrogé sur la crise financière européenne, voit bien que derrière ces problématiques comptables se cachent des forces et des questions beaucoup plus profondes. Il identifie assez finement les enjeux et les graves défis pour nos sociétés liés aux avancées technologiques et scientifiques.

Le deuxième est intitulé : « L'intellectuel public, l'éthique républicaine et la fracture de l'*ethos* de la science »² d'Ivan Domingues, professeur de philosophie au Brésil, qui nous propose une mise en perspective historique passionnante et qui isole parfaitement le rôle du discours de la science dans les ruptures et les crises des sociétés démocratiques contemporaines.

Tous deux esquissent, chacun de leur place, des pistes de solutions. Ils soulignent cependant tous deux

que la réappropriation collective, et donc politique, des questions scientifiques et technologiques est nécessaire pour envisager ce monde qui sera post-moderne mais qui ne doit pas devenir post-démocratique.

C'est précisément à cette place qu'émerge la question du logiciel libre en tant que question politique.

Le décor étant maintenant planté, je vais essayer d'aller un peu plus loin et tenter de préciser cette place et son importance.

Pourquoi, dans le contexte que je viens d'évoquer, la question du logiciel libre est-elle si importante ? Pourquoi, de toutes les questions scientifiques et technologiques dont nous nous devons de nous réapproprier collectivement les enjeux, le logiciel libre tient-il une place particulière ?

La question, me semble-t-il, mérite d'être posée.

Le premier élément de réponse nous a été donné par Lawrence Lessig dans son célèbre et génial texte intitulé « The code is law », « le code est la loi » en français. Ce texte, puisque vous suivez le cours de Daniel Pascot, vous devez le connaître sur le bout des doigts et je ne vais donc pas m'y étendre. Vous connaissez son argument déterminant : une part toujours croissante de nos interactions sociales, nos échanges économiques, culturelles, nos créations artistiques, est maintenant régulée par des logiciels. Un vaste champ de notre activité est donc dépendant de ces algorithmes qui façonnent en délimitant le champ des possibles, l'espace de nos libertés. Le code agit donc dans le cyberspace comme la loi. La question de savoir qui maîtrise le code est centrale pour l'avenir de nos sociétés démocratiques.

Je voudrais souligner pour ma part, que les nouvelles technologies de l'information sont à l'origine de l'extraordinaire accélération des progrès dans tous les domaines de la science : physique, chimie, astrophysique, biologique, médical, météorologique, etc. C'est aussi le cas dans les sciences humaines où la capacité de traiter en masse les informations ont permis des avancées spectaculaires : économie, géographie, éducation, psychologie.

L'avènement du code est donc au cœur de, à l'origine de, donne sa force à, tous ces mouvements tectoniques que nos sociétés vivent.

C'est ce qui donne, me semble-t-il, à la question de l'appropriation collective de l'informatique libre une place à part dans ce nouveau combat dans la société post-moderne.

Et même, je crois que nous pouvons dire que non seulement, ce combat est important mais qu'il est essentiel et déterminant pour l'avenir de nos sociétés démocratiques.

Cela passera-t-il par l'État ?

Pour revenir au texte de Lessig, vous noterez l'ambiguïté de la réponse de l'auteur à cette question. À la fois il appelle à une ré-implication de l'État tout en constatant la faillite contemporaine des démocraties.

Cette contradiction interne se révèle parfaitement et d'une manière vraiment exemplaire dans l'adoption de la loi Hadopi en France.

Mais avant d'aller plus loin, nous devons nous poser une autre question. Est-ce que le logiciel libre porte en soi les valeurs, les idéaux qui en fera une réponse juste et suffisante à ce que nous recherchons ?

Nombres des militants de la cause du libre soulignent les valeurs intrinsèques du logiciel libre : liberté, partage, collaboration, transparence et méritocratie seraient des valeurs suffisantes, fortes et significatives pour balayer toute interrogation.

Je voudrais vous mettre en garde contre cette vision naïve. En tant qu'entrepreneur, ce que je constate d'abord, c'est que si le logiciel libre connaît un essor fulgurant dans les entreprises, c'est qu'avant tout il est pour les organisations d'une efficacité redoutable.

Je dirais même, avec un brin de provocation, que le logiciel libre est sans doute ce que le capitalisme moderne a inventé de plus efficace.

C'est cela avant tout qui explique son succès et bien plus que ses valeurs. Valeurs que je ne conteste pas, mais qui ont des effets limités tout de même. L'hégémonie fulgurante et sans précédent d'une compagnie comme Google est un indicateur qu'il ne faut pas négliger. Celles de Facebook et d'autres

réseaux sont là aussi pour nous interroger sur la nature émancipatrice du logiciel libre en soi.

Je remarque qu'il porte en lui-même un ordre ségréatif, entre ceux qui maîtrisent la technologie et ceux qui en sont exclus, encore plus brutal et excluant, qu'auparavant.

Dans l'économie du libre, la dépendance entre le fournisseur et son client, certes, change de nature, mais reste peut-être plus forte et plus pernicieuse encore. Enfin pour finir, je soulignerai que la méritocratie, valeur centrale du libre, se résume à la loi du plus fort ou du plus malin et ne saurait constituer une valeur structurante dans la société post-moderne qui a davantage besoin, me semble-t-il, de réinventer les liens de solidarité.

En fait, pour conclure, le logiciel libre apparaît comme un véritable et nouvel espace de liberté. Soit il renforcera la dérive actuelle scientiste et managériale au détriment de la démocratie. Soit il pourra être l'outil puissant de réinvention de celle-ci. Cela ne pourra se faire en limitant le logiciel libre à sa dimension technologique ou d'efficace économique ; mais en associant, en rassemblant les divers groupes sociaux qui doivent en devenir les acteurs : économie sociale, utilisateurs, développeurs solitaires ou communautés de développeurs, entreprises productrices de services ou entreprises utilisatrices, etc.

C'est en maintenant la question du logiciel libre dans l'espace public que nous pourrons faire de cette formidable hypothèse que Richard Stallman a proposée au monde, un levier de notre émancipation et un outil pour bâtir un monde plus juste, plus libre et plus prospère et relever les défis prodigieux de notre époque.

1. http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2011/11/23/l-histoire-moderne-de-l-homme-politique-est-finie_1608187_3232.html
2. <http://www.raison-publique.fr/article444.html>

